

GG

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 42.730/2
DU 10 AVRIL 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 3 avril 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "portant règlement général des frais de justice en matière répressive", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"En effet, la loi du 27 décembre 2006 a abrogé les dispositions en vigueur en matière des frais de justice et que des mesures d'exécution doivent être prises dans l'urgence;

Qu'en effet, il apparaît que la procédure de vérification et de mise en paiement est essentielle au bon fonctionnement de la Justice pénale;

Qu'en effet, l'absence de tarification est préjudiciable à la sécurité budgétaire, les frais de justice représentant plus de 80.000.000,00 d'euros.

Il est également important que le paiement des prestataires de service soit assuré."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

.../...

Observations générales

1. L'arrêté royal en projet vise en son préambule, notamment, l'article 6 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006, qui dispose comme suit :

"Le Roi établit, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, un règlement général sur les frais de justice en matière répressive établissant la liste des frais de justice, leur tarification et leur procédure de paiement et de recouvrement.

Les arrêtés pris en application de l'alinéa qui précède sont confirmés par la loi dans les douze mois qui suivent la date de leur publication au Moniteur belge."

L'alinéa 2, précité, ne figurait pas dans l'avant-projet de loi soumis à l'avis du Conseil d'État ⁽¹⁾. Il apparaît pour la première fois dans le projet déposé à la Chambre des Représentants. L'exposé des motifs, à trois reprises, indique qu'une confirmation législative a été prévue, mais il n'en précise ni la portée, ni la ratio legis ⁽²⁾.

Un tel régime de confirmation législative d'un arrêté royal est soumis au contrôle de la Cour d'arbitrage selon les critères qu'elle met en oeuvre. Cela implique notamment qu'il doit être possible de démontrer devant la Cour d'arbitrage que les dispositions soumises à la procédure confirmative de législation, répondent bien, chacune examinée séparément, aux critères définis par la Cour d'arbitrage.

Quoi qu'il en soit, l'habilitation faite au Roi doit être interprétée de façon restrictive ⁽³⁾ et Celui-ci ne peut régler que les objets suivants :

- la liste des frais de justice au sens de l'article 2 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006, précitée;

⁽¹⁾ Dans son avis 41.663/2, donné le 17 novembre 2006, sur un avant-projet devenu la loi-programme (II) du 27 décembre 2006, le Conseil d'État avait observé que l'habilitation faite au Roi par l'article 6 en projet était excessive et qu'il convenait que le législateur définisse lui-même la notion de frais de justice et pose les principes essentiels régissant la matière (Doc.parl., Chambre DOC 51 2774/001).

⁽²⁾ Doc. parl., Chambre DOC 51 2774/001, pp. 8, 9 et 11.

⁽³⁾ Voir article 105 de la Constitution.

- leur tarification;
- leur procédure de paiement;
- et leur procédure de recouvrement.

Certaines dispositions en projet vont au-delà de ces objets et doivent, par conséquent, être omises ou modifiées. Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'État relève, à titre d'exemple les articles 82, 83, 96, alinéa 1^{er} et 97.

Enfin, à défaut d'avoir été formellement habilité à le faire, il n'appartient pas au Roi de reproduire, de modifier, ou d'abroger les dispositions de nature législative. Ainsi, en va-t-il notamment :

- des articles 82 et 83 du projet, qui reproduisent les articles 101 et 102 de l'arrêté royal du 28 décembre 1950, précité, rétablis par les articles 299 et 300 de la loi portant des dispositions diverses (I) du 27 décembre 2006;
- et de l'article 98 du projet qui abroge les articles 101 et 102, précités.

2. Certains articles du projet reproduisent des dispositions de l'arrêté royal du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive. L'occasion aurait dû être mise à profit pour réécrire certaines de ces dispositions dans des termes plus clairs ou plus actuels, ainsi par exemple l'article 85 du projet.

3. Contrairement à ce que laisse entendre l'intitulé de l'arrêté en projet, celui-ci trouve également à s'appliquer à des dépenses assimilées aux frais de justice en matière répressive ⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Voir article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet.

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'État n'a pu examiner si toutes les dispositions du projet ont bien été rédigées afin de couvrir ces diverses hypothèses ⁽⁵⁾.

Il convient que l'auteur du projet s'assure que tel est bien le cas.

4. Il est d'usage que lorsque le Roi met en oeuvre une habilitation telle que celle de l'article 6, alinéa 2, de la loi programme (II) du 27 décembre 2006, précitée, qui prévoit une confirmation législative, l'arrêté royal soit précédé d'un rapport au Roi qui tiendra lieu d'exposé des motifs et de commentaire des articles de la loi de confirmation. Ceci se justifie d'autant plus compte tenu de l'objet et de la matière traitée.

Observations particulières

Préambule

1. Comme le fait observer l'inspecteur de finances, il convient de prévoir la présentation et le contreseing du Ministre des Finances en raison de l'intervention de l'administration des Domaines.

2. Le préambule ne reproduit pas, dans les mêmes termes, les éléments de justification de l'urgence tels qu'ils figurent dans la lettre de demande d'avis.

⁽⁵⁾ Voir par exemple, l'article 9, 2/, du projet, qui impose de mentionner sur les états d'honoraire et de frais des experts "le nom du prévenu, de l'inculpé ou du préjudicié et la prévention".
Ces derniers termes ne correspondent par ailleurs pas à l'énoncé de la version néerlandaise.

Dispositif

Article 15

L'article 15 doit être revu afin d'assurer une meilleure articulation avec l'article 4 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006, précitée, qui contient déjà certaines dispositions régissant la même matière.

Article 17

La question se pose de savoir s'il est admissible de rémunérer différemment les traductions opérées dans une des langues des États membres de l'Union européenne.

Une observation analogue vaut pour l'article 20.

Article 27

À défaut de rapport au Roi, le Conseil d'État n'est pas en mesure de vérifier si les barèmes fixés sont conformes au principe d'égalité.

Article 40, alinéa 4

Dans la version française, la dernière phrase de l'alinéa 4 prévoit :

"À défaut de pouvoir être vendus, les biens périssables pourront être donnés à des fins sociales ou humanitaires."

La dernière phrase de la version néerlandaise dispose :

"Indien de bederfelijke goederen niet verkocht kunnen worden, kunnen ze worden gebruikt voor sociale of humanitaire doeleinden."

Il y a lieu de mettre fin à cette discordance. Mieux vaut, par ailleurs, utiliser les termes "destinés à".

Article 40, dernier alinéa, et article 41, alinéa 3

L'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006, précitée, prévoit que le Roi établit la tarification des frais de justice.

Il est, dès lors, douteux que le Roi puisse attribuer au Ministre de la Justice le pouvoir de "fixer des tarifs de références" (article 40, dernier alinéa du projet), et d'"imposer des tarifs et des conditions pour le transport privé de personnes ainsi que pour tout autre prestataire de services" (article 41, alinéa 3, du projet).

Articles 56 et 57

Le Conseil d'État se demande s'il ne convient pas de prévoir pour les prestations des plongeurs, des scaphandriers et des maîtres-chiens, la même exception que celle prévue à l'article 57, alinéa 2, du projet, pour les praticiens qui établissent les portraits-robots.

Article 62

La notion de pouvoir discrétionnaire n'est définie qu'à l'article 268 du Code d'instruction criminelle qui ne s'applique qu'au président de la cour d'assises.

Pour les autres magistrats, la notion n'est pas précisée.

Article 86

L'alinéa 1^{er} prévoit une règle "à peine de concussion". Ces termes doivent être omis. En effet, soit ils ne font que confirmer que l'article 243 du Code pénal est applicable, soit ils créent une incrimination nouvelle sans habilitation légale.

Article 96

1. L'article 96 de l'arrêté en projet confère au juge d'instruction, au procureur du Roi, à l'auditeur du travail, au procureur fédéral ou au procureur général près la cour d'appel, le pouvoir d'autoriser ou non la délivrance d'une expédition ou d'une copie d'un acte d'instruction ou de procédure en matière pénale ou en matière disciplinaire. La même disposition en projet précise que cette prérogative s'exerce sous réserve de l'application de l'article 28^{quinquies}, § 2, du Code d'instruction criminelle, qui accorde à toute personne entendue dans le cadre de l'information par le procureur du Roi ou par un service de police, le droit d'obtenir, sur demande, une copie de son audition et de l'article 57, § 2, du même Code, qui accorde le même droit à la personne entendue dans le cadre de l'instruction préparatoire.

En outre, la même disposition en projet accorde aux parties le droit d'obtenir, sur demande, une expédition de la plainte, de la dénonciation, des ordonnances et des jugements.

2. L'article 96 de l'arrêté en projet s'inspire largement de l'article 125 de l'arrêté royal du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive.

Néanmoins, il comporte plusieurs différences :

D'abord, il ne reprend pas le texte des alinéas 2 et 3 de l'article 125 de l'arrêté royal du 28 décembre 1950, précité, qui ont été introduits par l'arrêté royal du 17 décembre 2003 concernant les actes d'instruction et de procédure des juridictions militaires, qui sont à présent supprimées en temps de paix.

.../...

Ensuite, le pouvoir réservé, en vertu de l'article 125 de l'arrêté royal précité, au procureur général près la cour d'appel, est dispersé entre différentes autorités judiciaires.

3. Sous peine de créer la confusion, la disposition en projet doit être interprétée comme répartissant le pouvoir d'accorder ou non l'autorisation entre les autorités judiciaires en fonction de l'état des procédures. Ainsi, par exemple, lorsqu'une affaire est à l'information, ce pouvoir est attribué au ministère public qui dirige cette information. Par contre, lorsqu'une instruction est ouverte, ce pouvoir revient au juge d'instruction jusqu'à ce que sa mission s'achève par sa décharge lors de la clôture de son instruction ⁽⁶⁾. Le rapport au Roi permettrait de préciser que la disposition en projet doit être interprétée de la sorte.

4. La disposition en projet est applicable "sous réserve" des articles 28quinquies, § 2, et 57, § 2, qui ont été ajoutés dans le Code d'instruction criminelle par la loi du 12 mars 1998. Ces dispositions accordent à toute personne entendue au cours de l'information ou de l'instruction le droit d'obtenir, sur demande, une copie de son audition. Si la remise de la copie peut être retardée dans le délai légal, elle ne peut pas être refusée sauf dans l'hypothèse où la personne entendue est un mineur et "qu'il apparaît qu'il existe un risque pour celui-ci d'être dépossédé de la copie ou de ne pas pouvoir en préserver le caractère personnel" ⁽⁷⁾. Compte tenu de la précision figurant à l'article 96 du projet, selon laquelle il ne trouve à s'appliquer que "sous réserve" des articles 28quinquies, § 2 et 57, § 2, du Code d'instruction criminelle, il convient de comprendre cette disposition comme ne pouvant être invoquée dans tous les cas où

⁽⁶⁾ En répartissant cette prérogative entre différentes autorités judiciaires, la disposition en projet s'inscrit dans la même orientation que celle définie par la loi du 12 mars 1998 en ce qui concerne le juge d'instruction et par les lois du 22 décembre 1998 et du 12 avril 2004 relatives à l'intégration verticale du ministère public. Il existe par ailleurs d'autres dispositions législatives qui vont dans le même sens (voir, par exemple, l'article 6, dernier alinéa, de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail, tel que modifié par l'article 259 de la loi du 20 juillet 2006 portant des dispositions diverses (I)).

⁽⁷⁾ Article 28quinquies, § 2, alinéa 4 et article 57, § 2, alinéa 4, du Code d'instruction criminelle.

l'obtention d'une copie à été refusée à la personne intéressée en application des articles 28^{quinquies}, § 2 et 57, § 2, précités. En effet, outre l'objection formulée dans l'observation générale 1, in fine, on concevrait difficilement que le mineur qui s'est vu refuser conformément à l'article 57, § 2, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, l'obtention d'une copie de son audition contenant sa plainte, pourrait, s'étant constitué partie civile, trouver dans l'article 96 en projet la base juridique du droit d'obtenir, pendant le cours de cette instruction, une expédition de cette même plainte.

De manière plus générale, il existe un lien entre l'accès au dossier pénal et l'obtention de la copie de tout ou partie de ce même dossier. En effet, on comprendrait mal que la loi ait organisé une procédure permettant à l'inculpé et à la partie civile de demander à pouvoir consulter le dossier répressif pendant l'instruction préparatoire et que, par ailleurs, un arrêté royal puisse, pendant cette même instruction, autoriser ces mêmes parties à obtenir une copie des documents auxquels la simple consultation vient de leur être refusée.

Le rapport au Roi permettrait de préciser les conditions dans lesquelles la disposition en projet doit s'appliquer.

Article 99

Selon les explications fournies au Conseil d'État par les fonctionnaires délégués, la rétroactivité de l'arrêté, combinée avec deux circulaires ⁽⁸⁾, permettrait d'assurer la transition entre l'arrêt d'annulation au Conseil d'État du 30 octobre 2006, la date de l'entrée en vigueur de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006, précitée, et le moment de la publication de l'arrêté présentement examiné au Moniteur belge. Le Conseil d'État observe néanmoins que l'arrêté s'appliquera rétroactivement à des procédures révolues.

⁽⁸⁾ Circulaires n/ 90 du 18 décembre 2006 et n/ 90bis.

Annexe

Le barème visé à l'article 7 du projet, communiqué au Conseil d'État par courrier séparé, doit être présenté sous la forme d'une annexe au projet assorti de la mention "Vu pour être annexé à Notre arrêté du ... portant ..." et revêtir, les mêmes signatures que l'arrêté lui-même.

Observations de forme

La terminologie du texte néerlandais du projet est souvent inconséquente et erronée. C'est à titre d'exemple que l'on relève ce qui suit :

Article 5

Il faudrait écrire "reistijd", et non "verplaatsingstijd".

Article 9

Il faudrait écrire "staten" au lieu de "memories". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 15

Au paragraphe 1^{er}, devenant l'alinéa 1^{er}, il faudrait écrire : "De staten van erelonen, goedgekeurd of gereduceerd ... overgezonden."

Au paragraphe 4, devenant l'alinéa 4, il faudrait écrire : "Wordt de staat door de begrotende magistraat of de minister gereduceerd, dan stelt ..."

Dans l'ensemble du projet, le mot "taxerende" devrait être remplacé par le mot "begrotende".

.../...

Article 27

Le terme "verplaatsingen" devrait être remplacé par le terme "dienstreizen".

Article 54

Les mots "geassimileerde instellingen" ne sont pas corrects. L'article devrait être rédigé comme suit :

"Banken of daarmee gelijkgestelde instellingen ontvangen :

1/) ... voor loutere identificatie ...;

2/) ... :

- de identificatie van de houder (natuurlijke persoon of rechtspersoon) ...

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.730/2
VAN 10 APRIL 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 3 april 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken", heeft het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt :

"En effet, la loi du 27 décembre 2006 a abrogé les dispositions en vigueur en matière des Frais de Justice et que des mesures d'exécution doivent être prises dans l'urgence;

Qu'en effet, il apparaît que la procédure de vérification et de mise en paiement est essentielle au bon fonctionnement de la Justice pénale;

Qu'en effet, l'absence de tarification est préjudiciable à la sécurité budgétaire, les frais de justice représentant plus de 80.000.000,00 d'euros.

Il est également important que le paiement des prestataires de service soit assuré."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Algemene opmerkingen

1. In de aanhef van het ontworpen koninklijk besluit wordt onder meer verwezen naar artikel 6 van de programmawet (II) van 27 december 2006, welke bepaling als volgt luidt :

"De Koning neemt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een algemeen reglement aan inzake de gerechtskosten in strafzaken houdende bepaling van een lijst van gerechtskosten, de tarifiering en de betalings- en inningsprocedure ervan.

De besluiten die genomen worden in toepassing van het vorig lid worden bij wet bekrachtigd binnen twaalf maanden volgend op de datum van hun bekendmaking in het Belgisch Staatsblad."

Het tweede lid van het voormelde artikel maakte geen deel uit van het voorontwerp van wet dat ter fine van advies aan de Raad van State is voorgelegd ⁽¹⁾. Dat lid komt voor het eerst voor in het ontwerp dat bij de Kamer van volksvertegenwoordigers is ingediend. In de memorie van toelichting wordt tot drie keer toe aangegeven dat in een bekrachtiging bij wet voorzien is, maar wordt noch de reikwijdte, noch de ratio legis daarvan gepreciseerd ⁽²⁾.

Voor zo een regeling tot bekrachtiging bij wet van een koninklijk besluit geldt de toetsing door het Arbitragehof volgens de criteria die dat Hof hanteert. Zulks impliceert inzonderheid dat voor het Arbitragehof aangetoond moet kunnen worden dat de bepalingen waarvoor de procedure van bekrachtiging bij wet geldt, elk afzonderlijk genomen, wel beantwoorden aan de criteria die het Arbitragehof heeft vastgesteld.

⁽¹⁾ In advies 41.663/2, dat de Raad van State op 17 november 2006 heeft gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de programmawet (II) van 27 december 2006, heeft hij opgemerkt dat de bevoegdheid die bij het ontworpen artikel 6 aan de Koning werd opgedragen te ver ging en dat de wetgever zelf het begrip gerechtskosten diende te definiëren en de hoofdbeginselen die voor de aangelegenheid gelden moest vastleggen (Gedr. St., Kamer DOC 51 2774/001).

⁽²⁾ Gedr. St., Kamer DOC 51. 2774/001, blz. 8, 9 en 11.

Wat er ook van zij, de bevoegdheid die aan de Koning is opgedragen dient restrictief ⁽³⁾ te worden geïnterpreteerd en Hij mag alleen de volgende zaken regelen :

- de lijst van de gerechtskosten in de zin van artikel 2 van de voornoemde programmawet (II) van 27 december 2006;
- de tarifiering ervan;
- de procedure tot betaling ervan;
- en de procedure tot inning ervan.

Sommige ontworpen bepalingen reiken verder dan dat en dienen bijgevolg weggelaten of gewijzigd te worden. Binnen de korte termijn die hem toegemeten is, verwijst de Raad van State bij wijze van voorbeeld naar de artikelen 82, 83, 96, eerste lid, en 97.

Ten slotte staat het niet aan de Koning om bepalingen van wetgevende aard over te nemen, te wijzigen of op te heffen, als hij daartoe niet uitdrukkelijk gemachtigd is. Deze opmerking geldt inzonderheid voor :

- de artikelen 82 en 83 van het ontwerp, waarin de artikelen 101 en 102 worden overgenomen van het voormelde koninklijk besluit van 28 december 1950, hersteld bij de artikelen 299 en 300 van de wet houdende diverse bepalingen (I) van 27 december 2006;
- en artikel 98 van het ontwerp, waarbij de voornoemde artikelen 101 en 102 worden opgeheven.

2. In bepaalde artikelen van het ontwerp worden bepalingen overgenomen van het koninklijk besluit van 28 december 1950 houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken. Men had de gelegenheid te baat moeten nemen om sommige van die bepalingen te herschrijven in duidelijker of actuelere bewoordingen, zoals bijvoorbeeld artikel 85 van het ontwerp.

⁽³⁾ Zie artikel 105 van de Grondwet.

3. Anders dan de indruk die door het opschrift van het ontworpen besluit wordt gewekt, is het ontwerp eveneens van toepassing op uitgaven die gelijkgesteld worden met gerechtskosten in strafzaken ⁽⁴⁾.

Binnen de korte termijn die de Raad van State toegemeten is, heeft hij niet kunnen nagaan of alle bepalingen van het ontwerp wel aldus gesteld zijn dat ze in die onderscheiden mogelijkheden voorzien ⁽⁵⁾.

De steller van het ontwerp zou zich ervan moeten vergewissen dat zulks wel het geval is.

4. Wanneer de Koning gebruik maakt van een opdracht van bevoegdheid zoals die van artikel 6, tweede lid, van de voormelde programmawet (II) van 27 december 2006, dat in een bekrachtiging bij wet voorziet, is het gebruikelijk het koninklijk besluit te laten voorafgaan door een verslag aan de Koning, dat dienst kan doen als memorie van toelichting en artikelsgewijze bespreking van de bekrachtigingswet. Zulks is des te meer gerechtvaardigd in het licht van het onderwerp en van de aangelegenheid die behandeld wordt.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. Zoals de inspecteur van financiën opmerkt, moet het ontwerp eveneens voorgedragen en ondertekend worden door de Minister van Financiën, aangezien de Administratie der Domeinen bij deze aangelegenheid betrokken is.

⁽⁴⁾ Zie artikel 1, eerste lid, van het ontwerp.

⁽⁵⁾ Zie bijvoorbeeld artikel 9, 2/, van het ontwerp, naar luid waarvan in de memories van erelonen en van kosten van deskundigen melding moet worden gemaakt van "de naam van de personen op wie een verdenking rust of van de verdachten en het hen ten laste gelegde misdrijf", welke woorden niet overeenstemmen met de bewoordingen van de Franse tekst.

2. In de aanhef worden de gegevens tot staving van het verzoek om spoedbehandeling niet in dezelfde bewoordingen weergegeven als die waarin ze in de brief met de adviesaanvraag voorkomen.

Dispositief

Artikel 15

Artikel 15 dient aldus te worden herzien dat het beter afgestemd is op artikel 4 van de voornoemde programmawet (II) van 27 december 2006, die reeds enkele bepalingen tot regeling van diezelfde aangelegenheid bevat.

Artikel 17

De vraag rijst of aanvaard kan worden dat voor vertalingen in een van de talen van de lidstaten van de Europese Unie een verschillende vergoeding wordt betaald.

Een soortgelijke opmerking moet over artikel 20 gemaakt worden.

Artikel 27

Bij ontstentenis van verslag aan de Koning is het de Raad van State niet mogelijk na te gaan of de vastgestelde schalen aan het gelijkheidsbeginsel beantwoorden.

Artikel 40, vierde lid

De laatste zin van het vierde lid luidt in de Franse tekst als volgt :

"À défaut de pouvoir être vendus, les biens périssables pourront être donnés à des fins sociales ou humanitaires."

.../...

In de Nederlandse tekst luidt die laatste zin als volgt :

"Indien de bederfelijke goederen niet verkocht kunnen worden, kunnen ze worden gebruikt voor sociale of humanitaire doeleinden."

Die discrepantie dient te worden verholpen. Overigens is het beter om in de Franse tekst de woorden "destinés à" te gebruiken.

Artikel 40, laatste lid, en artikel 41, derde lid

In artikel 6, eerste lid, van de voornoemde programmawet (II) van 27 december 2006 wordt bepaald dat de Koning de tarifiering van de gerechtskosten vaststelt.

Bijgevolg kan betwijfeld worden of de Koning aan de Minister van Justitie wel de bevoegdheid kan opdragen om "referentietarieven op (te) leggen" (artikel 40, laatste lid, van het ontwerp) en om "tarieven en voorwaarden op (te) leggen voor het privétransport van personen, evenals van welk andere dienstverlener" (artikel 41, derde lid, van het ontwerp).

Artikelen 56 en 57

De Raad van State vraagt zich af of voor de prestaties van duikers, helmduikers en hondengeleiders niet moet worden voorzien in dezelfde uitzondering als die welke in artikel 57, tweede lid, van het ontwerp gemaakt is voor de samenstellers van robotfoto's.

Artikel 62

Het begrip discretionaire bevoegdheid is alleen gedefinieerd in artikel 268 van het Wetboek van Strafvordering, welk artikel alleen van toepassing is op de voorzitter van het hof van assisen.

.../...

Voor de andere magistraten wordt dat begrip niet nader bepaald.

Artikel 86

Bij het eerste lid wordt een regel gesteld "op straffe van knevelarij". Die termen dienen te vervallen. Immers, met die termen wordt ofwel alleen bevestigd dat artikel 243 van het Strafwetboek van toepassing is, ofwel wordt daarmee een nieuw strafbaar feit ingesteld terwijl daarvoor geen wettelijke machtiging voorhanden is.

Artikel 96

1. Bij artikel 96 van het ontworpen besluit wordt aan de onderzoeksrechter, de procureur des Konings, de arbeidsauditeur, de federale procureur en de procureur-generaal bij het hof van beroep de bevoegdheid opgedragen om al dan niet machtiging te verlenen tot het afgeven van een uitgifte of een afschrift van een akte van onderzoek of rechtspleging in strafzaken of in tuchtzaken. Bij dezelfde ontworpen bepaling wordt gepreciseerd dat dit prerogatief uitgeoefend wordt "behoudens bij (bedoeld wordt wellicht : onder voorbehoud van de)" toepassing van artikel 28*quinq*ues, § 2, van het Wetboek van Strafvordering, welke bepaling aan eenieder die in het kader van een opsporingsonderzoek door de procureur des Konings of door een politiedienst wordt ondervraagd, het recht verleent om op verzoek een kopie van de tekst van zijn verhoor te verkrijgen, en van artikel 57, § 2, van hetzelfde Wetboek, welke bepaling hetzelfde recht verleent aan de persoon die in het raam van een gerechtelijk onderzoek ondervraagd wordt.

Bovendien wordt bij dezelfde ontworpen bepaling aan de partijen het recht verleend om, op hun verzoek, een uitgifte van de klacht, de aangifte, de bevelschriften en de vonnissen te verkrijgen.

2. Artikel 96 van het ontworpen besluit steunt sterk op artikel 125 van het koninklijk besluit van 28 december 1950 houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken.

.../...

Nochtans wijkt dat artikel daar op verschillende punten van af :

Ten eerste wordt in de ontworpen bepaling niet de tekst overgenomen van het tweede en het derde lid van artikel 125 van het voormelde koninklijk besluit van 28 december 1950, welke leden ingevoegd zijn bij het koninklijk besluit van 17 december 2003 dat betrekking heeft op de onderzoeksdaeden en proceshandelingen van militaire gerechten, die thans in vredeestijd afgeschaft zijn.

Vervolgens wordt de bevoegdheid die krachtens artikel 125 van het voormelde koninklijk besluit alleen aan de procureur-generaal bij het hof van beroep is opgedragen, over verschillende gerechtelijke overheden verdeeld.

3. Teneinde geen verwarring te doen ontstaan, moet de ontworpen bepaling aldus geïnterpreteerd worden dat de bevoegdheid om al dan niet machtiging te verlenen over de gerechtelijke overheden wordt verdeeld volgens de stand van de procedures. Zo bijvoorbeeld wordt, wanneer een zaak zich in de fase van het opsporingsonderzoek bevindt, die bevoegdheid opgedragen aan het openbaar ministerie dat dat opsporingsonderzoek leidt. Wanneer daarentegen een gerechtelijk onderzoek ingesteld is, komt die bevoegdheid toe aan de onderzoeksrechter totdat diens opdracht afloopt doordat hij van de zaak ontheven wordt wanneer zijn onderzoek wordt afgesloten ⁽⁶⁾. In een verslag aan de Koning zou gepreciseerd kunnen worden dat de ontworpen bepaling aldus geïnterpreteerd dient te worden.

⁽⁶⁾ Doordat de ontworpen bepaling dit prerogatief over verschillende gerechtelijke overheden verdeelt, sluit ze aan bij de lijn die getrokken is door de wet van 12 maart 1998 wat de onderzoeksrechter betreft en door de wetten van 22 december 1998 en 12 april 2004 betreffende de verticale integratie van het openbaar ministerie. Er bestaan overigens nog andere bepalingen van wetgevende aard, zoals gewijzigd bij artikel 259 van de wet houdende diverse bepalingen (I) van 20 juli 2006 (zie bijvoorbeeld artikel 6, laatste lid, van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie in dezelfde zin).

4. De ontworpen bepaling is van toepassing "behoudens bij (bedoeld wordt wellicht : onder voorbehoud van de)" toepassing van de artikelen 28*quinq*ues, § 2, en 57, § 2, van het Wetboek van Strafvordering, die daarin zijn ingevoegd bij de wet van 12 maart 1998. Bij die artikelen wordt aan eenieder die naar aanleiding van een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek wordt ondervraagd, het recht verleend om op zijn verzoek een kopie te verkrijgen van de tekst van zijn verhoor. Hoewel de overhandiging van de kopie binnen de wettelijke termijn kan worden uitgesteld, kan ze niet geweigerd worden tenzij wanneer de ondervraagde persoon een minderjarige is en "wanneer blijkt dat deze het gevaar loopt dat de kopie hem wordt ontnomen of hij het persoonlijke karakter ervan niet kan bewaren" ⁽⁷⁾. Gelet op de precisering die in artikel 96 van het ontwerp voorkomt, naar luid waarvan dat artikel van toepassing is "behoudens bij (bedoeld wordt wellicht : onder voorbehoud van de)" toepassing van de artikelen 28*quinq*ues, § 2, en artikel 57, § 2, van het Wetboek van Strafvordering, behoort die bepaling aldus te worden uitgelegd dat ze niet kan worden aangevoerd in alle gevallen waarin de overhandiging van een kopie aan de betrokken persoon geweigerd is met toepassing van de voormelde artikelen 28*quinq*ues, § 2, en artikel 57, § 2. Immers, bovenop het bezwaar dat in de algemene opmerking 1, *in fine*, is gemaakt, zou het moeilijk denkbaar zijn dat een minderjarige aan wie overeenkomstig artikel 57, § 2, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering de overhandiging is geweigerd van een kopie van de tekst van zijn verhoor die zijn klacht bevat, als hij zich burgerlijke partij heeft gesteld, in het ontworpen artikel 96 een rechtsgrond zou kunnen vinden om tijdens de loop van dat gerechtelijk onderzoek een uitgifte van diezelfde klacht te krijgen.

Meer in het algemeen bestaat er een verband tussen het recht op inzage van het strafrechtelijk dossier en het verkrijgen van een kopie van een deel of het geheel van datzelfde dossier. Het valt immers moeilijk in te zien dat de wet een procedure zou hebben geregeld waarmee de verdachte en de burgerlijke partij zouden kunnen vragen het strafdossier tijdens het vooronderzoek in te kijken en dat daarnaast bij een koninklijk besluit aan diezelfde partijen machtiging zou worden verleend om tijdens datzelfde onderzoek een kopie te krijgen van de stukken waarvan de inzage hun even tevoren geweigerd is.

⁽⁷⁾ Artikel 28*quinq*ues, § 2, vierde lid, en artikel 57, § 2, vierde lid, van het Wetboek van Strafvordering.

In een verslag aan de Koning zou gepreciseerd kunnen worden op welke voorwaarden de ontworpen bepaling toegepast dient te worden.

Artikel 99

Volgens de uitleg die door de gemachtigde ambtenaren aan de Raad van State is verstrekt, zou de terugwerking van het besluit, samen met twee circulaires ⁽⁸⁾, de mogelijkheid bieden om te zorgen voor een overgang tussen het annulatiearrest van de Raad van State van 30 oktober 2006, de datum van inwerkingtreding van de voornoemde programmawet (II) van 27 december 2006 en het ogenblik waarop het thans onderzochte besluit in het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt. De Raad van State wijst er evenwel op dat het besluit met terugwerkende kracht van toepassing zal zijn op afgesloten procedures.

Bijlage

De schaal waarvan in artikel 7 van het ontwerp sprake is en die aan de Raad van State met een afzonderlijke brief is toegezonden, moet de presentatie krijgen van een bijlage bij het ontwerp, met de vermelding "Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ... houdende ...", en moet door dezelfde personen ondertekend worden als het besluit zelf.

Vormopmerkingen

In de Nederlandse tekst van het ontwerp wordt dikwijls een inconsequente en verkeerde terminologie gebezigd. Bij wijze van voorbeeld wordt op het volgende gewezen :

⁽⁸⁾ Circulaire nr. 90 van 18 december 2006 en circulaire nr. 90bis.

Artikel 5

Men schrijve "reistijd", niet "verplaatsingstijd".

Artikel 9

Men schrijve "staten", niet "memories". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 15

In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, schrijve men : "De staten van erelonen, goedgekeurd of gereduceerd ... overgezonden."

In paragraaf 4, die het vierde lid wordt, schrijve men : "Wordt de staat door de begrotende magistraat of de minister gereduceerd, dan stelt ..."

Het woord "taxerende" zou in heel het ontwerp vervangen moeten worden door het woord "begrotende".

Artikel 27

Het woord "verplaatsingen" zou vervangen moeten worden door het woord "dienstreizen".

Artikel 54

De woorden "geassimileerde instellingen" zijn niet correct. Het artikel zou als volgt gesteld moeten worden :

"Banken of daarmee gelijkgestelde instellingen ontvangen :

1/) ... voor loutere identificatie ...;

2/) ... :

- de identificatie van de houder (natuurlijke persoon of rechtspersoon) ...

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en Nederlandse de tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS